

"L'accord Pompidou-Brandt relance la monnaie européenne" dans Corriere della Sera (18 février 1972)

Légende: Le 18 février 1972, le quotidien italien Corriere della Sera détaille les nouvelles mesures envisagées par le chancelier allemand Willy Brandt et par le président français Georges Pompidou pour lutter contre la crise monétaire qui secoue l'Europe.

Source: Corriere della Sera. dir. de publ. Spadolini, Giovanni. 18.02.1972, n° 40; anno 97. Milano: Corriere della Sera. "L'accordo Pompidou-Brandt rilancia la moneta europea", auteur:Lenti, Libero , p. 6.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/l_accord_pompidou_brandt_relance_la_monnaie_europeenne_dans_corriere_della_sera_18_fevrier_1972-fr-8cf23a42-7edd-48c3-bac9-a692bab9ceb3.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

LE «PLAN WERNER» SORT DE L'IMPASSE

L'accord Pompidou-Brandt relance la monnaie européenne

Sommes-nous à la veille de la création de la monnaie européenne? Il semblerait que ce soit le cas, après la décision hier des deux «grands» de la Communauté économique européenne (CEE) de solliciter la formation de l'union économique et monétaire, connue sous le nom de plan Werner. Il n'est nul besoin d'être prophète pour prédire que la veillée sera longue. Il se fait que MM. Pompidou et Brandt, même s'ils s'opposent sur de nombreux sujets, y compris d'ordre monétaire, se sont mis d'accord pour tirer le plan Werner de l'état d'hibernation dans lequel il se trouvait depuis les développements monétaires de l'année dernière, qui ont culminé avec les accords de décembre. De ces accords, on attendait des indications plus précises sur le fonctionnement du système monétaire international.

D'indications précises il n'a pas été véritablement question. Tout au plus peut-on dire que le reflux de dollars de l'Europe vers les États-Unis n'a pas eu lieu comme beaucoup l'attendaient pourtant. Les dollars, ou euro-dollars, pour ceux qui circulent en dehors de la zone monétaire des États-Unis, et principalement en Europe, sont restés là où ils se trouvaient. D'où les rumeurs de nouveaux mouvements spéculatifs dans le sillage des devises européennes. Qui possède des marks, des florins, des francs ou des lires, préfère les conserver, plutôt que de demander des dollars. Preuve en a été donnée lorsque notre monnaie, descendue à un taux de 594 lires pour un dollar après les accords de décembre, est aujourd'hui descendue à 586, ce qui revient à dire au niveau de la parité centrale. De même, l'augmentation du prix de l'or acheté sur le marché libre offre l'indication d'une certaine méfiance quant à la fonctionnalité des accords de décembre.

Raisons techniques

Il est vrai qu'il existe des motifs à caractère technique pour expliquer la réticence de ce que l'on appelle les capitaux fluctuants à retraverser l'Atlantique. Ces capitaux, même s'ils sont utilisés à brève échéance, sont confrontés à certains obstacles lorsqu'ils veulent passer d'un marché à l'autre. Ils doivent malgré tout respecter des conditions d'échéance. De l'eau a coulé sous les ponts désormais, et on considère que le motif principal repose sur la différence entre les taux d'intérêt en vigueur sur les marchés européens et celui des États-Unis. Chez nous, et d'une façon plus générale en Europe, l'usage de ces capitaux est plus rentable qu'il ne l'est aux États-Unis, pays qui pratique, pour le moment, une politique de l'argent à bon marché.

La permanence de ces capitaux en Europe ne facilite pas pourtant les échanges dans le cadre de la CEE. Ou pour dire mieux, elle en accroît les risques. Avec des marges de fluctuation entre les différentes monnaies – y compris le dollar – de 0,75 pour cent en plus ou en moins par rapport à la parité officielle, les risques étaient plutôt faibles et, de plus, les banques centrales, et donc la Banque d'Italie également, se montraient toujours prêtes à intervenir pour atténuer les pics qui pouvaient survenir dans le cadre de déséquilibres particuliers entre la demande et l'offre de ces mêmes devises.

Mais à présent, avec les accords de décembre, les marges de fluctuation ont été portées à 2,25 pour cent, toujours en plus ou en moins par rapport à une parité «centrale». Les risques pour les opérateurs économiques se sont nettement accrus. Ces risques ne concernent pas seulement les échanges avec la zone dollar, toujours compris dans un cadre de 4,50 pour cent, mais aussi les échanges intra-européens, lesquels revêtent une importance de plus en plus grande. Dans ce cas, en effet, les fluctuations entre les monnaies européennes pourraient encore augmenter, et ces variations pourraient atteindre, même si c'est avant tout un cas de figure théorique, les 9 pour cent.

Des engagements plus stricts

Il faut donc réduire progressivement la marge de fluctuation des changes entre les monnaies européennes. Lorsque les discussions sur le plan Werner ont débuté, la marge était de 0,75 pour cent. Dans un premier temps, il était prévu de la réduire à 0,50 pour cent, mais même alors, on ignorait si cette réduction devait concerner tous les rapports de change, et donc aussi ceux entre les devises européennes et le dollar. Aujourd'hui, par contre, tout est clair. Il convient de réduire la marge de fluctuation entre les différentes

monnaies européennes et la maintenir entre ces devises et le dollar.

De cette façon se constituera progressivement une zone monétaire caractérisée par des engagements de plus en plus stricts entre les devises appartenant à cette zone, lesquelles devront fluctuer ensemble avec le dollar dans une marge qui devra rester assez large. Ainsi, on en arrivera à une monnaie européenne. Il ne faut pourtant pas croire qu'à un certain moment, tous les échanges seront réglés par une seule devise, qui serait par exemple l'écu européen. Les différents pays jugeront probablement opportun de maintenir leur propre unité monétaire. Mais il suffira que ces devises soient interchangeable entre elles sur la base d'un rapport fixe.

Bien entendu, les banques centrales européennes, pour maintenir les fluctuations des devises respectives dans des marges de plus en plus étroites, devront intervenir en vendant et en achetant des devises européennes de façon à éviter que les rapports réciproques de change ne dépassent dans un sens ou dans l'autre les marges fixées. Certaines dispositions adoptées récemment par la Banque d'Italie ont pour objectif d'aboutir à ce résultat. Mais elles devront aussi intervenir sur le marché des capitaux fluctuants à court terme, afin de faire face et d'éviter des spéculations facilitées par l'affaiblissement d'une devise européenne par rapport à une autre.

Comme je l'ai dit et je le répète, la veillée sera longue. Il ne faut pas oublier que la Grande-Bretagne est entrée dans la CEE. Pour y entrer, elle s'est engagée à réduire progressivement la fonction de la livre sterling comme instrument de liquidité monétaire internationale. Mais l'efficacité technique de la place de Londres est encore importante, très importante, comme lieu de placement des capitaux internationaux à court et moins court terme. Pour arriver à la monnaie européenne, il ne suffit dès lors pas que la France et l'Allemagne soient d'accord. Il faut l'aval de la Grande-Bretagne et, soit dit en passant, celui des autres pays de la CEE. Il s'agit d'accords qui ne concernent pas seulement la politique monétaire au sens strict, mais aussi la politique économique au sens large. Et ce sont précisément ces accords qui sont les plus difficiles à atteindre.

Libero Lenti